

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE

A/34/419  
S/13506  
28 août 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

MAR 6 1980

UNITA COLLECTION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-quatrième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire<sup>x</sup>  
RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-quatrième année

### Assistance au Botswana

### Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 33/130 du 19 décembre 1978, l'Assemblée générale priait notamment le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle, de garder la situation au Botswana constamment à l'étude et de présenter un rapport sur les progrès réalisés en la matière en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
2. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission d'étude se rende au Botswana en mai 1979, en vue de tenir des consultations avec le gouvernement. Dans son rapport, que l'on trouvera en annexe, la mission d'étude décrit la situation économique et financière du pays, énumère les ordres de priorité que le gouvernement s'est fixés pour remédier aux graves problèmes créés par la sécheresse, et récapitule les progrès qui ont été accomplis dans la mise en oeuvre des projets prévus au titre du Programme spécial d'assistance économique.
3. Dans la même résolution le Secrétaire général était en outre prié de continuer à étudier avec le Gouvernement du Botswana la question de l'organisation d'une réunion de donateurs et, à cet égard, de coordonner l'action entreprise avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Afrique et la Banque mondiale. Des consultations sont en cours avec les trois organismes et leurs résultats seront communiqués au gouvernement pour examen. Les réactions de celui-ci détermineront la ligne d'action future.

<sup>x</sup> A/34/150.

4. Au paragraphe 8 du dispositif de la résolution 33/130, l'Assemblée générale invitait un certain nombre d'institutions spécialisées et d'organismes des Nations Unies à attirer l'attention de leurs organes directeurs, pour qu'ils examinent la question, sur l'assistance qu'ils apportaient au Botswana, et à rendre compte "des résultats de leur assistance et de leurs décisions" au Secrétaire général en temps voulu pour que l'Assemblée puisse les examiner à sa trente-quatrième session. En outre, au paragraphe 10, les institutions spécialisées et les autres organismes compétents des Nations Unies étaient priés de faire rapport périodiquement au Secrétaire général sur les "mesures qu'ils avaient prises et les ressources qu'ils avaient rendues disponibles" pour aider ce pays. Les réponses des institutions et des organismes seront reproduites dans un additif au présent rapport.

ANNEXE

Rapport de la troisième mission d'étude au Botswana  
 (16-22 mai 1979)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 11	3
II. SITUATION ACTUELLE .....	12 - 40	5
A. Sécurité et défense .....	12 - 13	5
B. L'économie .....	14 - 36	5
1. Produit intérieur brut, finances publiques et balance des paiements .....	14 - 20	5
<u>Tableau 1.</u> Budget national .....		6
<u>Tableau 2.</u> Balance des paiements 1976-1978		8
<u>Tableau 3.</u> Exportations par produits de base et total des importations 1976-1978 .....		9
2. Agriculture .....	21 - 27	7
3. Transport et communications .....	28 - 33	11
4. Energie .....	34 - 36	11
C. Réfugiés .....	37 - 40	12
III. RESUME DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS SUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE ET LES BESOINS NON SATISFAITS .....	41 - 47	14
<u>Tableau 4.</u> Etat récapitulatif des contributions versées ou annoncées dans le cadre du Programme spécial d'assistance économique au Botswana, au 21 mai 1979 .....		14
<u>Tableau 5.</u> Etat du financement de certains projets au 21 mai 1979 .....		15

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragaphes</u>	<u>Pages</u>
IV. RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS INSCRITS AU PROGRAMME D'ASSISTANCE .....	48 - 81	19
A. Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés : projets 1 à 8 .....	48 - 60	19
B. Projets en faveur des réfugiés : projets 9 à 11	61 - 66	20
C. Projets ajoutés au programme depuis la première mission : projets 12 à 16 .....	67 - 81	22

APPENDICES

I. Liste des besoins prioritaires immédiats du gouver- nement pour lutter contre la sécheresse, notamment en ce qui concerne les besoins dans les secteurs de l'alimentation, de l'approvisionnement en eau et de l'élevage relevant des organismes sectoriels respectifs .....		25
II. Assistance internationale fournie dans le cadre du Programme spécial d'assistance économique des Nations Unies au Botswana .....		27
<u>Tableau 1.</u> Contributions versées ou annoncées au 2 juin 1978 .....		27
<u>Tableau 2.</u> Contributions versées ou annoncées entre le 2 juin 1978 et le 21 mai 1979 .....		30
<u>Tableau 3.</u> Fonds versés par le HCR au titre de l'assistance aux réfugiés du Zimbabwe au Botswana en 1977, 1978 et 1979 .....		32
<u>Tableau 4.</u> Contributions directes versées ou annoncées pour l'aide aux réfugiés au Botswana en mai 1979 .....		33

## I. INTRODUCTION

1. Conformément à la résolution 403 (1977) du Conseil de sécurité, en date du 14 janvier 1977, le Secrétaire général a envoyé une mission au Botswana en février 1977. Dans son rapport (S/12307) contenu dans une note du Secrétaire général sur l'assistance au Botswana a/, la mission avait initialement recommandé un programme d'assistance internationale d'un montant total voisin de 54 millions de dollars b/. Sur cette somme, environ 28 millions de dollars représentaient le montant des ressources que le Botswana devrait détourner des objectifs de son développement normal pour engager des dépenses imprévues de défense imputables à la détérioration rapide de la situation le long de sa frontière avec la Rhodésie du Sud; le restant, soit 26 millions de dollars, était affecté à différents projets et programmes visant à faire face à la situation d'urgence.

2. Depuis le lancement de ce programme, l'évolution de la situation a contraint le gouvernement à réviser certains projets et à en élaborer plusieurs autres, particulièrement importants, qui n'étaient pas prévus. Ces derniers sont exposés dans les sections suivantes. Compte tenu des projets achevés au titre du programme, une somme de l'ordre de 65 à 72 millions de dollars est actuellement nécessaire pour mener à bonne fin les autres projets.

3. Dans sa résolution 406 (1977), du 25 mai 1977, le Conseil de sécurité a approuvé l'évaluation et les recommandations contenues dans le rapport de la mission a/ et l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les Etats et à diverses organisations internationales, y compris celles du système des Nations Unies c/, les priant d'aider le Botswana, matériellement et financièrement, dans les domaines signalés.

4. Le rapport de la mission et les mesures prises par le Secrétaire général ont également été approuvés par le Conseil économique et social dans sa résolution 2095 (LXIII), du 29 juillet 1977. Dans cette résolution, le Conseil priait notamment le Secrétaire général d'examiner le programme d'assistance au Botswana en temps voulu pour que l'Assemblée générale puisse examiner la question à sa trente-deuxième session. Une première mission d'étude s'est rendue au Botswana du 5 au 8 septembre 1977. Son rapport d/ a été présenté à l'Assemblée à sa trente-deuxième session.

---

a/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1977, document S/12307.

b/ L'unité monétaire du Botswana est le pula. Le taux de change utilisé dans le présent rapport, ainsi que dans les rapport des deux premières missions d'étude, (A/32/287-S/12421; A/33/166) est de 1,2075 dollar E.-U. pour un pula. Le taux de change utilisé dans le rapport principal (S/12307) pour convertir en dollars les estimations des coûts était de 1,16 dollar des Etats-Unis pour un pula.

c/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1977, document S/12326.

d/ A/32/287. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1977, document S/12421.

5. Le 13 décembre 1977, l'Assemblée générale a adopté la résolution 32/97 où, elle prie notamment le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du Botswana en temps utile pour que la question puisse être examinée par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1978 et de faire rapport à l'Assemblée à sa trente-troisième session.
6. Une deuxième mission d'étude s'est rendue au Botswana du 4 au 7 juin 1978. Ses conclusions et recommandations figurent dans un rapport présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général (A/33/166).
7. Le 19 décembre 1978, l'Assemblée générale a adopté la résolution 33/130, dans laquelle elle priait notamment le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du Botswana et des progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.
8. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a fait envoyer au Botswana une mission, conduite par le Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales qui a séjourné dans le pays du 16 au 22 mai 1979.
9. La mission a été accueillie par Son Excellence M. Seretse Khama, président du Botswana et par M. Q. K. J. Masire, Vice-Président et Ministre des finances et de la planification du développement. Au cours de leur séjour, les membres de la mission ont rencontré de hauts fonctionnaires du Cabinet du Président et des ministères de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, des finances et de la planification du développement, des travaux publics et des communications, ainsi que le Gouverneur de la Banque du Botswana.
10. Accompagnés des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de la Fédération luthérienne mondiale, les membres de la mission se sont rendus dans les centres réservés aux réfugiés du Zimbabwe, situés à Selebi-Phikwe et Dukwe, où ils ont eu des consultations avec des représentants des réfugiés.
11. La mission tient à remercier le Gouvernement du Botswana et le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Gaborone du concours sans réserve qu'ils lui ont prêté dans tous les aspects de ses travaux. Le HCR a eu l'amabilité de mettre un haut fonctionnaire à la disposition de la mission pour étudier la situation des réfugiés au Botswana.

## II. SITUATION ACTUELLE

### A. Sécurité et défense

12. La sécurité le long de la frontière du Botswana avec la Rhodésie est chaque jour plus précaire. Le gouvernement a signalé à la mission qu'au cours de la période à l'étude le nombre d'attaques de l'armée de l'air et de terre, comprenant un certain nombre d'attaques non provoquées lancées contre la force de défense du Botswana, avait augmenté. En outre, les forces rhodésiennes s'étaient livrées à plusieurs relèvements.

13. En raison de la persistance d'une situation politique et économique tendue en Afrique australe, le Botswana est toujours dans une position très vulnérable. Il a dû détourner des ressources substantielles de son programme de développement pour faire face à des dépenses essentielles à sa sécurité et pour mettre en oeuvre des projets d'urgence visant à réduire la dépendance du pays à l'égard des régimes voisins. A ce propos, il importe au plus haut point que le Botswana soit en mesure d'exploiter les chemins de fer, construise un aéroport national et constitue une réserve nationale de pétrole.

### B. L'économie e/

#### 1. Produit intérieur brut, finances publiques et balance des paiements

##### a) Produit intérieur brut

14. Les chiffres provisoires du produit intérieur brut (PIB) du Botswana pour 1977/78 f/ montrent une remontée - de l'ordre de 5 p. 100 - par rapport au recul de l'année précédente. Ce schéma d'évolution (recul-remontée du PIB) est à peu de choses près le même que celui de 1974/75 et de 1975/76. La croissance du PIB en 1977/78 s'expliquait essentiellement par une augmentation de la production minière et un gonflement des dépenses rendu possible par l'accroissement des recettes minières.

15. S'agissant du marasme qui a caractérisé l'économie du Botswana ces dernières années, la mission a noté que le climat d'insécurité politique régnant en Afrique australe avait découragé les investissements nouveaux dans le pays, ce qui avait eu des conséquences néfastes sur l'emploi.

---

e/ Toutes les données économiques, statistiques et autres, portées dans le présent rapport, ont été fournies par le Gouvernement et par la Banque du Botswana.

f/ La période que couvrent les comptes nationaux va de juillet de la première année à juin de la deuxième année.

b) Budget national

16. Pour l'année fiscale 1978/1979 le gouvernement escompte une augmentation des recettes ordinaires de 28 p. 100 par rapport à l'année précédente (voir plus loin tableau 1), cet accroissement provenant pour l'essentiel d'une augmentation des perceptions douanières et des recettes minières. Bien qu'il soit prévu que les dépenses courantes dépasseront le niveau de l'année précédente de près de 40 p. 100, y compris les crédits supplémentaires ouverts pour faire face à l'épidémie de fièvre aphteuse et assurer la sécurité, un petit excédent devrait apparaître dans le budget ordinaire de l'année en question (tout excédent apparaissant dans le budget actuel est affecté aux trois fonds énumérés au tableau 1).

17. Les dépenses de développement devraient passer de 44,4 millions de pulas (1977/78) à 80 millions de pulas (1978/79), dont 50 millions ont été affectés au programme de développement de base et 30 millions à divers projets d'intervention. Pour 1979/80, le total des crédits requis pour alimenter le budget du développement s'élevait à 91,8 millions de pulas. Ce chiffre tenait compte de grosses dépenses imprévues, consacrées au logement et au matériel de la force de défense du Botswana, à la reprise par les lignes du Botswana de l'exploitation des chemins de fer rhodésiens et à une nouvelle phase de la construction d'un laboratoire de production de vaccins contre la fièvre aphteuse.

Tableau 1

Budget national  
 (En millions de pulas)

	Résultats précédents 1977/78	Résultats prévus 1978/79
Recettes ordinaires	100.9	129.1
Dépenses d'exploitation renouvelables	91.5	127.7
Crédits ouverts :		
Fonds du service de la dette publique	5.0	(
Fonds du développement intérieur	15.9	( 29.0
Fonds de stabilisation du revenu	-	(
Dépenses de développement dont le finance- ment provient :	44.4	80.0
Du Fonds du développement intérieur	11.7	
De dons et prêts extérieurs	32.7	



c) Balance des paiements 1976-78

18. Les comptes extérieurs du Botswana indiquaient une augmentation du déficit tant de la balance des échanges visibles que de celle des services de 1977 à 1978 (voir plus loin tableau 2). Toutefois, grâce essentiellement à des apports de capitaux privés et publics, la balance générale a continué d'être excédentaire en 1978. Le volume des capitaux privés à long terme a triplé de 1977 à 1978 et des prêts gouvernementaux accordés au Botswana pour un montant de 22 millions de pulas ont été convertis en dons en 1978.

19. Dans les comptes des services, les envois de fonds par les travailleurs migrants, toujours importants certes, étaient moindres en 1978 qu'en 1977. Ce recul était imputable à la réduction du nombre de ressortissants du Botswana employés dans les mines d'Afrique du Sud, qui n'étaient plus que 22 000 en 1978, contre 30 000 en 1977.

20. Pour développer les mines du Botswana et d'autres secteurs d'activité, il a fallu importer des biens d'équipement et du matériel divers, ce qui s'est traduit par une augmentation marquée de la valeur des importations au cours du deuxième semestre de 1978 (voir plus loin tableau 3). En ce qui concerne les exportations, l'augmentation des recettes tirées de la vente de diamants et de matte de cuivre - nickel en 1978, a été en partie neutralisée par une diminution des recettes d'exportation de la viande de boeuf, combinée à l'épidémie de fièvre aphteuse de 1977.

2. Agriculture

a) La sécheresse de 1978/79

21. Un secteur vital de l'économie du Botswana, l'agriculture, a été gravement touché au cours de la période à l'étude par une terrible sécheresse qui a sévi dans l'ensemble du pays pendant la campagne agricole 1978/79. Dans le sud-est, première région productrice de denrées alimentaires, les précipitations de 1978/79 ont atteint le niveau le plus bas depuis 40 ans. Le Président a déclaré le Botswana pays frappé par la sécheresse à partir du 1er juin 1979.

22. Les revenus tirés de l'agriculture doivent baisser dans de grandes proportions et le pays risque de connaître une grave pénurie de denrées alimentaires. A cause de la sécheresse, qui a duré de novembre 1978 à février 1979, le gouvernement estime que la récolte d'avril/juin 1979 n'atteindra que 5 à 15 p. 100 de la récolte totale estimée pour l'année précédente, d'environ 100 000 tonnes, répartie à parts à peu près égales entre le sorgho et le maïs. La production nationale a été complétée par des importations d'environ 100 000 tonnes, permettant au pays de couvrir sa consommation totale de céréales qui était d'environ 200 000 tonnes. Ainsi, il faudra 80 000 tonnes environ de céréales, dont la moitié de sorgho et la moitié de maïs blanc, pour pallier le manque à produire de 1979. Etant donné que 70 p. 100 de la population du pays vit de l'agriculture de subsistance, ce recul de la production est lourd de conséquences, car il touche les exploitants de tout le pays et met de plus en plus en péril l'équilibre nutritionnel de groupes vulnérables. Attendu que ce déficit agricole n'est pas comblé par une aide alimentaire extérieure, le gouvernement sera contraint de faire des coupes sombres dans les dépenses indispensables

Tableau 2

Balance des paiements 1976-1978 a/

(En millions de pulas)

	1976	1977	1978
<b>COMPTE DES OPERATIONS COURANTES</b>			
Marchandises			
Balance des échanges visibles, chiffres ajustés <u>b/</u>	- 39	- 49	- 72
Services			
Voyages et transports	- 8	- 11	- 12
Revenus des investissements	- 6	+ 2	- 10
Capitaux publics non compris ailleurs	- 3	- 3	- 4
Envois de fonds par les travailleurs migrants	+ 17	+ 19	+ 16
Autres services	<u>- 10</u>	<u>- 14</u>	<u>- 23</u>
Balance, services	<u>- 10</u>	<u>- 7</u>	<u>- 33</u>
Balance, marchandises et services	<u>- 49</u>	<u>- 56</u>	<u>- 105</u>
Transferts de fonds			
Fonds privés	+ 5	+ 5	+ 4
Fonds publics :			
Prêts convertis en dons		+ 35	+ 22
Divers	<u>+ 45</u>	<u>+ 39</u>	<u>+ 58</u>
Total, transferts de fonds	<u>+ 50</u>	<u>+ 79</u>	<u>+ 84</u>
Balance des paiements courants	+ 1	+ 23	- 21
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>			
Capitaux privés à long terme	+ 14	+ 15	+ 45
Capitaux privés à court terme	+ 21	+ 21	+ 29
Capitaux publics :			
Prêts convertis en dons		- 35	- 22
Divers	<u>- 10</u>	<u>+ 1</u>	<u>- 2</u>
Balance du compte de capital	<u>+ 25</u>	<u>+ 2</u>	<u>+ 50</u>
<b>BALANCE GENERALE</b>	<u>+ 26</u>	<u>+ 25</u>	<u>+ 29</u>
<b>RESERVES ET POSTES CONNEXES</b>			
Variations <u>c/</u> du montant des réserves extérieures <u>d/</u> (hausse = -)	- 16	- 17	- 42
Ajustements de change <u>e/</u>		+ 3	+ 9
<b>ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	- 10	- 11	+ 4

Source : Banque du Botswana.

a/ Les chiffres pour 1976 et 1977 ont été publiés précédemment mais ont été révisés. Les chiffres pour 1978 sont provisoires.

b/ Les ajustements ont été faits pour tenir compte de la valeur en douane, du change, de la période couverte et des dates d'échéance. Ils modifient en général la balance commerciale figurant au tableau 3 dans des proportions notables.

c/ Un relèvement du niveau des réserves est indiqué par le signe moins.

d/ Dans les variations du montant des réserves extérieures, on a inclus les changements des avoirs extérieurs (nets) de la Banque du Botswana, du gouvernement et des banques commerciales.

e/ Gains nets au change enregistrés dans les réserves internationales de la Banque du Botswana.

Tableau 3

Exportations par produits de base et total des importations 1976-1978  
(En millions de pulas)

		Exportations (f.o.b.)						Importations
		Diamants	Matte de cuivre- nickel	Viande de boeuf <u>a/</u>	Textiles	Divers	Total	(c.a.f.) (droits de douane compris)
1976	Janv.-Juin	19	23	24	3	6	75	83
	Juillet-Déc.	18	29	22	3	6	78	98
	Total	37	52	46	6	12	153	181
1977	Janv.-Juin	28	16	26	3	7	79	105
	Juillet-Déc.	19	24	19	3	7	79	123
	Total	47	40	45	6	14	152	232
1978 <sup>b/</sup>	Janv.-Juin	37	24	14	4	9	88	125
	Juillet-Déc.	39	26	16	5	9	95	166
	Total	76	50	30	9	18	183	291

Source : Banque de Botswana .

a/ Y compris les peaux et cuirs.

b/ Chiffres provisoires.

au développement, afin d'augmenter les importations des produits alimentaires provenant des marchés commerciaux.

23. Pour ce qui est de l'élevage, certaines régions du pays, notamment le sud du Ngamiland, l'est du Kweneng et l'ouest du Kgalagadi, manquaient dramatiquement d'herbages et d'eau au moment où la mission était au Botswana et on apprenait que le cheptel était dans un état d'affaiblissement sérieux et finissait par mourir. La Botswana Meat Commission fonctionnait à plein pour accélérer l'abattage du bétail, tuant environ 1 400 bêtes par jour. Le Ministère de l'agriculture organisait des ventes exceptionnelles dans certaines régions gravement touchées en vue de réduire le nombre de bovins à alimenter en fourrage et en eau.

24. Le gouvernement a établi un programme des mesures pour remédier aux effets de la sécheresse, qui porte sur de nombreux aspects : réseau d'information, bétail, cultures, secours à la population, approvisionnement en eau et organisation, etc. L'assistance du gouvernement, qu'elle soit financière ou en nature, servira à appuyer des mesures visant à accroître l'autonomie, à assurer la survie des personnes déshéritées et à promouvoir le développement dans toute la mesure du possible. Fort de l'expérience des sécheresses précédentes, le gouvernement a estimé provisoirement que le coût des mesures nécessaires pour parer à la sécheresse en 1979 dépasserait 5 millions de pulas (environ 6 millions de dollars). Une mission conjointe Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/Programme alimentaire mondial (PAM) doit se rendre au Botswana pour y avoir des consultations avec le gouvernement au sujet de la situation; son rapport sera présenté en temps opportun.

25. Le gouvernement a signalé à la mission certains éléments dont il a besoin à titre hautement prioritaire pour prendre immédiatement des mesures efficaces, notamment en vue de secourir la population. Ces éléments figurent à l'appendice I.

b) Epidémies de fièvre aphteuse

26. Le 1er août 1979, le Gouvernement du Botswana a annoncé officiellement une épidémie de fièvre aphteuse. Celle-ci a éclaté à Orapa et Nata, dans le district central, région d'où aucune bête n'a été déplacée depuis la dernière épidémie en 1977. La nouvelle épidémie vient s'ajouter aux difficultés auxquelles le gouvernement se heurtait déjà en raison de la sécheresse. Elle a obligé l'abattoir des exportations à cesser d'abattre du bétail destiné aux marchés européens. Il a fallu en outre annuler un plan gouvernemental visant à déplacer en septembre 30 000 têtes de bétail de la région du Ngamiland, frappée par la sécheresse, qui devaient être abattues.

27. La nouvelle épidémie de fièvre aphteuse a éclaté à un moment où l'industrie du bétail se ressentait encore des effets de l'épidémie de 1977 qui avait eu des conséquences économiques graves. En 1978, on avait abattu 48 000 bêtes de moins que l'année précédente et la valeur des ventes de la Botswana Meat Commission avait

reculé de près de 28 p. 100. Bien que l'épidémie ait été enrayée, quelques-uns des principaux marchés d'exportation du Botswana restent fermés à sa viande de boeuf en raison de la période de quarantaine imposée par les normes vétérinaires des pays importateurs.

### 3. Transport et communications

28. Les rapports sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des projets entrant dans cette catégorie figurent à l'appendice II. La mission souhaite appeler l'attention sur deux de ces projets.

#### a) Exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence (projet 6)

29. Le gouvernement étudie actuellement le rapport d'un consultant sur la reprise par le Botswana de l'exploitation du chemin de fer, qui en établit le coût total à 47 millions de pulas (56 753 000 dollars) d'après les prix de 1978. Ce montant englobe un plan d'urgence pour lequel il faut environ 26 millions de pulas (31 395 000 dollars) et un plan de reprise totale dont le coût est estimé à 21 millions de pulas (25 376 000 dollars).

30. Au titre du plan d'urgence, le gouvernement doterait le pays des moyens d'assurer une gamme limitée de services. Sa mise en oeuvre se ferait en deux phases, la première revenant à 12 millions de pulas (14 490 000 dollars) et la deuxième à 14 millions de pulas (16 905 000 dollars). Ce plan d'urgence exige avant tout des locomotives, un bâtiment abritant le siège, un dépôt et l'assistance technique d'environ 150 employés étrangers.

31. Tandis que le gouvernement envisage de reprendre l'exploitation des chemins de fer, il est jugé nécessaire de prendre dès maintenant des dispositions pour mettre en oeuvre le plan d'urgence.

#### b) Construction d'un aéroport national (projet 14 b)

32. Un projet de rapport sur un plan cadre et une étude de faisabilité pour la construction d'un aéroport national, financé à l'aide de prêts consentis par la Banque africaine de développement (BAfD) et de fonds du Gouvernement du Botswana, a été achevé en novembre 1978. Dans ce rapport, le total des coûts était estimé à 40 millions de pulas (48,3 millions de dollars) aux prix de 1978. Les précisions techniques ayant été revues et d'autres économies réalisées, les coûts estimatifs ont été ramenés à un ordre de grandeur de 25,2 millions de pulas (30,4 millions de dollars) à 30,4 millions de pulas (36,7 millions de dollars), selon les conditions de contrat et la période de fixation des prix.

33. Les spécifications pour l'aéroport comprennent une piste de 3 000 mètres conçue pour des Boeing 707-320, mais qui pourra supporter également tous les grands appareils lourds actuellement en service. L'aéroport devrait pouvoir répondre à toutes les situations imprévues.

### 4. Energie

34. Le Gouvernement du Botswana est profondément préoccupé par la vulnérabilité de son pays concernant le pétrole. Jusqu'à présent, l'Afrique du Sud a été

sa seule source d'approvisionnement en produits pétroliers raffinés. Toutefois, à la suite de la décision de l'Iran de ne plus vendre de pétrole à l'Afrique du Sud, ce dernier pays a été contraint de rechercher d'autres sources d'approvisionnement. En conséquence, une incertitude pèse quant au volume et à la régularité des approvisionnements en pétrole que le Botswana peut compter obtenir. En outre, le pays est constamment menacé par le danger de perturbations dans les services ferroviaires.

35. Le Gouvernement du Botswana a pris un certain nombre de mesures pour économiser le combustible et s'emploie à achever le projet de stockage du pétrole (voir plus loin projet 13, par. 71 et 72). Il cherche également de nouvelles sources d'approvisionnement au cas où la situation l'obligerait à s'adresser ailleurs. Les travaux de construction des réservoirs de stockage du pétrole, qui garantiraient au Botswana un approvisionnement pendant trois ou quatre mois, progressent. Le coût de la construction des réservoirs et de l'achat d'un tiers du pétrole nécessaire pour les emplir a été couvert par la République fédérale d'Allemagne. Le gouvernement négocie actuellement avec certaines compagnies pétrolières l'achat des deux autres tiers de pétrole nécessaires. Il a toutefois quelques difficultés à se procurer ce pétrole sur le marché sud-africain, car les autorités de ce pays répugnent à autoriser ce qu'elles considèrent comme la constitution de stocks au Botswana.

36. La hausse des prix que l'Afrique du Sud paie pour ses approvisionnements en pétrole, due à l'arrêt des exportations iraniennes a engendré un renchérissement des produits pétroliers raffinés que le Botswana importe. On peut s'attendre que le coût accru du carburant diesel et de l'essence entraîneront un renchérissement du coût de la vie au Botswana, juste au moment où le taux d'inflation, qui dépasse actuellement les 10 p. 100, semblait se ralentir. De surcroît, l'augmentation du coût de la paraffine risque fort d'imposer une lourde charge aux communautés rurales à faible revenu.

### C. Réfugiés

37. Comme la situation au Zimbabwe n'est pas réglée, l'afflux de réfugiés au Botswana s'est accéléré. Dès mai 1979, le nombre des réfugiés du Zimbabwe au Botswana s'élevait à 19 500, soit 8 500 de plus qu'en juin 1978. Parmi les réfugiés du Zimbabwe, on compte surtout des adultes célibataires et des enfants non accompagnés; cependant le nombre des familles de réfugiés qui sont entrées au Botswana pendant la période considérée a nettement augmenté. On estime actuellement le nombre des familles à plus de 300.

38. Au début de 1979, 3 300 réfugiés ont pu être transférés de leur plein gré en Zambie, ce qui a permis de dégager un peu les centres de réfugiés surpeuplés du Botswana. Malheureusement, les arrangements en vertu desquels ces transferts ont été effectués ne sont plus en vigueur à cause notamment des problèmes de

transport. On ne sait si les circonstances permettront de les remettre en vigueur. Etant donné cette évolution de la situation, le gouvernement, agissant en étroite consultation avec le HCR a étudié les moyens d'assurer plus convenablement l'hébergement et la protection sociale des réfugiés du Zimbabwe au Botswana. On trouvera à la section IV des indications détaillées sur les projets en faveur des réfugiés que l'on propose d'exécuter grâce à une assistance internationale.

39. En résumé, la mission a constaté que les centres de réfugiés de Francistown et de Selebi-Phikwe étaient très surpeuplés, ce qui crée des problèmes sanitaires et administratifs aigus. Elle a fait sienne une proposition que le gouvernement et le HCR ont arrêtée d'un commun accord et qui se traduira par la construction à Selebi-Phikwe d'un nouveau centre de réfugiés contigu à celui qui existe déjà et pouvant héberger jusqu'à 15 000 jeunes gens et jeunes filles. Le nouveau centre, qui permettrait d'héberger les nouveaux réfugiés qui entreraient éventuellement au Botswana aussi bien que les réfugiés que l'on retirerait des centres surpeuplés de Francistown et de Selebi-Phikwe, s'occuperait surtout d'organiser des activités créatrices et productives. Les premiers fonds nécessaires pour le nouveau centre en 1979 ont été provisoirement estimés à 700 000 dollars (voir plus loin par. 64 à 66).

40. On se propose également d'agrandir la colonie agricole créée à Dukwe à l'intention des réfugiés afin de pouvoir y accueillir 25 000 réfugiés. Le montant estimatif des fonds nécessaires pour l'installation des réfugiés en 1979 est de 3 millions de dollars (voir plus loin par. 77 à 81).

III. RESUME DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS SUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE ET LES BESOINS NON SATISFAITS

41. Il ressort des renseignements que le gouvernement a fournis à la troisième mission d'étude qu'au 21 mai 1979, la communauté internationale avait versé ou annoncé des contributions d'un montant de 64 968 000 dollars pour le Programme Spécial d'Assistance Economique au Botswana (voir tableau 4 ci-après). Pendant la période considérée - c'est-à-dire du 2 juin 1978 au 21 mai 1979 - l'assistance internationale au Botswana au titre du Programme spécial a été d'un montant de \$ 15 122 000 dont un montant de \$ 12 550 000 destiné aux programmes d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés, un montant de 2 571 000 dollars destiné aux réfugiés et un montant de 1 000 dollars destiné au programme général d'assistance.

Tableau 4

Etat récapitulatif des contributions versées ou  
annoncées dans le cadre du Programme spécial  
d'assistance économique au Botswana, au 21 mai 1979

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Au 2 juin 1978	Entre le 2 juin 1978 et le 21 mai 1979	Total au 21 mai 1979
Programme général d'assistance	16,111	0,001	16,112
Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés	29,337	12,550	41,887
Assistance en faveur des réfugiés dont:	4,398	2,571	6,969
Assistance fournie par l'intermédiaire du HCR a/	(3,030)	(1,817)	(4,847)
Contributions directes	(1,368)	(0,754)	(2,122)
<b>Total</b>	<b>49,846</b>	<b>15,122</b>	<b>64,968</b>

a/ Dans le cas de l'assistance accordée par l'intermédiaire du HCR, les montants indiqués représentent des engagements de dépenses.



42. L'assistance internationale versée ou annoncée pendant la période considérée pour les projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés était surtout destinée à financer l'exploitation des services ferroviaires, la modernisation des aéroports existants et la première phase de la construction d'une usine de production de vaccins pour les animaux. D'autre part, la mission a été informée que des négociations étaient en cours pour qu'une assistance substantielle soit accordée pour l'exploitation des services ferroviaires et pour la construction d'un aéroport national.

43. On trouvera aux tableaux 1 et 2 qui figurent dans l'appendice II, des indications détaillées sur les contributions à certains projets autres que ceux en faveur des réfugiés ainsi que les noms des pays et des organisations apportant ces contributions. Le tableau 1 fait apparaître la situation au 2 juin 1978, le tableau 2 celle au 21 mai 1979.

44. L'appui que la communauté internationale a accordé depuis la mise en route du Programme spécial en février 1977 a permis au gouvernement du Botswana d'exécuter un certain nombre de projets d'importance critique pour le pays. L'état actuel des fonds accordés pour les projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés est indiqué plus loin au tableau 5. Certains des projets ont été achevés ou sont près de l'être mais la masse des projets inscrits au programme, quoique en cours, ne sont financés qu'en partie. On cherche à obtenir d'urgence une assistance pour pouvoir les achever. Il s'agit notamment de l'exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence, de la construction d'un aéroport national, de la construction de voies de desserte, de l'achèvement de la route Botswana - Zambie, de la constitution d'une réserve nationale de pétrole et des phases suivantes du projet de construction d'une usine de production de vaccins pour les animaux. Pour terminer ces projets d'urgence, entre autres, un montant estimatif de 65 à 72 millions de dollars est nécessaire. Ce montant ne comprend pas le coût de l'exécution d'un vaste programme destiné à répondre aux besoins en vivres, en eau et en bétail créés par la sécheresse, lequel, d'après des estimations provisoires du gouvernement, dépassera 5 millions de pulas (6 millions de dollars). Ces besoins sont indiqués en détail à l'appendice I.

Tableau 5

Etat du financement de certains projets au 21 mai 1979

Renseignement non disponible

No. du projet	Titre	Estimation récente du coût	Montant total des fonds disponibles au 21 mai 1979	Solde des fonds nécessaires
---------------	-------	----------------------------	--	-----------------------------

(En millions de dollars E.-U.)

I. Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés

A. Projets terminés

1	Vaccination contre la fièvre aphteuse	0,209		fonds fournis par le gouvernement
---	---------------------------------------	-------	--	-----------------------------------

/...

Tableau 5 (suite)

No. du projet	Titre	Estimation récente du coût	Montant total des fonds disponibles au 21 mai 1979	Solde des fonds nécessaires
5.	Voies de desserte et pistes d'atterrissage b) Pistes d'atterrissage	3,500 <sub>a</sub> / ...		Fonds fournis par le gouvernement
14.	Construction d'aéroports a) Modernisation des aéroports existants b) Construction d'un aéroport national i) Etude de faisabilité	... 0,785	2,500 0,785	Solde des fonds fourni par le gouvernement
<b>B. <u>Projets en cours entièrement financés</u></b>				
2, 3 et 4	Clôture entre Vakaranga et Tuli, approvisionnement en eau et clôture entre Palapye et Sherwood	...	1,020	Solde des fonds fourni par le gouvernement
<b>C. <u>Projets en cours pour lesquels des fonds supplémentaires sont nécessaires</u></b>				
5.	Voies de desserte, pistes d'atterrissage a) Routes	3,500 ...	-	1,811
6.	Exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence Plan d'intervention	31,395 <sub>a</sub> / ...	13,637	17,758
7.	Réserve stratégique de céréales a) Céréales b) Entrepôts	1,230 <sub>a</sub> / 0,566 <sub>a</sub> / ...	1,230 0,200 approx.	- 0,380
8.	Besoins en céréales pour les secours en cas de disette			b/
12.	Goudronnage de la route Botswana-Zambie	19 320	13,800	5,520
13.	Entrepôts pour le stockage du pétrole	11,831	6,600	5,231

/...

Tableau 5 (suite)

No. du projet	Titre	Estimation récente du coût	Montant total des fonds disponibles au 21 mai 1979	Solde des fonds nécessaires
14.	Construction d'aéroports			
	b) Construction d'un aéroport national	30,400 à 36,700		30,400 à 36,700
15.	Usine de production de vaccins	6,040 à 7,240	2,115	4,000 à 5,000 approx.
	<u>Total I</u>		41,887	65,100 à 72,400
II. <u>Projets en faveur des réfugiés</u>				
	Assistance fournie par l'intermédiaire du HCR		4,847	
	Contributions directes		<u>2,122</u>	
	<u>Total II</u>		6,969	
III. <u>Programme général d'assistance</u>				
	Total général de l'assistance au 21 mai 1979 (I + II + III)		<u>64,968</u>	

a/ Révision de l'estimation initiale.

b/ Voir à l'appendice I la liste des besoins que le gouvernement doit satisfaire par priorité pour remédier immédiatement à la situation due à la sécheresse.

45. En ce qui concerne les réfugiés, selon les renseignements fournis à la troisième mission d'étude, un montant total de 6 969 000 dollars a été fourni ou correspond aux engagements de dépense au 21 mai 1979. Sur ce montant, 4 847 000 dollars représentent des engagements de dépenses faits par le HCR. On trouvera au tableau 3 figurant dans l'appendice II, le détail des montants alloués par le HCR à des projets en faveur des réfugiés. Comme on le remarquera, le montant total des dépenses engagées par le HCR, soit 2,5 millions de dollars, était consacré à l'installation de nouveaux réfugiés à Dukwe qui a déjà servi d'asile à 10 300 réfugiés du Zimbabwe dont un grand nombre de familles, de femmes et d'enfants.

46. Les contributions directes pour la fourniture d'une assistance aux réfugiés au Botswana se montaient à 2 122 000 dollars au mois de mai 1979. Les montants versés par chacun des pays et des organismes donateurs ainsi que l'utilisation faite des fonds sont indiqués au tableau 4 figurant dans l'appendice II.

47. Une nouvelle assistance est nécessaire pour maintenir en état les diverses installations mises à la disposition des réfugiés au Botswana qui sont maintenant au nombre de près de 20 000. Compte tenu du montant de 1,2 million de dollars que le HCR a affecté à la colonie rurale de Dukwe en 1979 et des contributions versées par d'autres donateurs, il reste à financer un solde d'environ 1,4 million de dollars si l'on veut couvrir le montant estimatif total des dépenses chiffré à 3 millions de dollars. Une proposition tendant à ce que l'on crée à Selebi-Phikwe un nouveau centre de réfugiés contigu au centre existant entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant estimatif de 700 000 dollars.

IV. RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS INSCRITS  
AU PROGRAMME D'ASSISTANCE

(d'après les renseignements fournis par le Gouvernement  
du Botswana à la troisième mission d'étude)

A. Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés

Projets 1 à 8

Projet 1. Vaccination contre la fièvre aphteuse

48. Ce projet est achevé.

Projets 2, 3 et 4. Clôture et approvisionnement en eau entre Vakaranga et Tuli  
et clôture entre Palapaye et Sherwood

49. Ainsi qu'on l'a déjà indiqué, la clôture entre Palapaye et Sherwood est achevée. La clôture circulaire entre Vakaranga et Tuli dont le coût est d'un montant estimatif total de 1,9 million de pulas (2 294 000 dollars) est presque terminée. Le Gouvernement suédois a accordé 1,2 million de dollars et le solde sera fourni par le Gouvernement du Botswana.

Projet 5. Routes de desserte et pistes d'atterrissage

a) Routes

50. La route Sefhophe-Bobonong et la route Nkange-Maitengwe sont terminées.

51. Le Ministère des travaux publics a estimé à 500 000 pulas (604 000 dollars) le coût de l'aménagement de la piste du point de vue surveillance 113 au Cercle de Tuli pour les véhicules à deux roues motrices et à 1 million de pulas (1 207 000 dollars) le coût de la construction de cinq autres pistes entrant dans le cadre de ce projet. On n'a pas trouvé de donateur et on continue à chercher à obtenir 1,5 million de pulas (1 811 000 dollars).

b) Pistes d'atterrissage

52. Sept pistes d'atterrissage et une piste de secours ont été achevées grâce à des fonds fournis par le Gouvernement du Botswana.

Projet 6. Exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence

53. Le gouvernement procède actuellement à l'exécution du plan d'intervention. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a fait don de 24 millions de deutsche Mark (11,4 millions de dollars) pour l'exécution de la première phase du plan d'intervention (7,9 millions de deutsche Mark en 1977, 8,1 millions de deutsche Mark en 1978 et 8 millions de deutsche Mark en 1979). En outre, le gouvernement envisage actuellement d'accorder de nouveaux dons en 1980 et 1981 d'un montant de 20 millions de deutsche Mark et prendra en principe une décision à ce sujet en avril 1980.

54. Le Gouvernement du Botswana a pris les dispositions nécessaires pour qu'un certain nombre de ses agents locaux se voient dispenser au Kenya et au Malawi une formation qui leur permette d'être des conducteurs et des techniciens. Pour assurer la formation et le recyclage de ses agents locaux, le gouvernement a l'intention de créer

sans tarder un Centre de formation des chemins de fer à Francistown.

#### Projet 7. Réserve stratégique de céréales

55. Pour des raisons de procédure, le PAM n'a pas encore donné son approbation à une demande du gouvernement concernant 6 000 tonnes de céréales, essentiellement du sorgho. Mais le gouvernement s'attend à ce que sa demande soit formellement approuvée à bref délai.

56. L'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID) a approuvé en décembre 1977 un don d'environ 200 000 dollars pour la construction de six entrepôts dans les centres de dépôt de l'Office de commercialisation agricole du Botswana (Botswana Agricultural Marketing Board). Le Gouvernement a décidé par la suite d'implanter ces entrepôts dans des localités plus éloignées, à savoir à Kasane, à Letlhakane, à Ghanzi, à Tshane, à Kanye et à Serowe, qui ne disposent pas d'entrepôts relevant de l'Office de commercialisation agricole du Botswana. Ces nouveaux entrepôts serviront entièrement pour le stockage des réserves.

57. La construction des entrepôts sera en principe terminée d'ici 1980. Les céréales fournies par le PAM qui arriveront avant l'achèvement des travaux de construction seront stockées dans les entrepôts existants.

58. La révision du projet entraîne un surcroît de dépenses de 315 000 pulas (380 000 dollars), ce qui porte le coût total des entrepôts à un montant estimatif de 469 000 pulas (566 000 dollars). L'USAID a approuvé l'idée d'affecter sa contribution initiale au projet révisé. Un montant supplémentaire de 315 000 pulas (395 000 dollars) est nécessaire pour l'achèvement du projet.

#### Projet 8. Besoins en céréales pour les secours en cas de famine

59. Comme il n'a pas plu de novembre 1978 à février 1979, le gouvernement estime que la récolte pour 1979 sera inférieure de 5 à 15 p. 100 à la récolte normale. Faute d'une aide alimentaire supplémentaire, le gouvernement devra détourner les ressources consacrées au développement indispensable pour les réaffecter au financement de nouvelles importations commerciales (voir section II, par. 21 à 25).

60. Le gouvernement a provisoirement estimé que le coût total d'un grand programme de secours sera de 5 millions de pulas (6 038 000 dollars) compte non tenu des vivres supplémentaires qui seront demandés au PAM. Les besoins prioritaires du gouvernement pour remédier immédiatement à la situation due à la sécheresse sont indiqués dans l'appendice I. Il s'agit des besoins en vivres, en eau et en bétail.

#### B. Projets en faveur des réfugiés: projets 9 à 11

#### Projet 9. Améliorations d'urgence apportées au centre de réfugiés de Francistown

61. Le centre était censé accueillir 500 personnes seulement mais 4 400 réfugiés y vivent actuellement, ce qui fait qu'il est très surpeuplé. Cette situation a créé des problèmes sanitaires et administratifs aigus que l'on ne peut atténuer qu'en transférant ailleurs de nombreux réfugiés du centre. On propose donc de transférer bon nombre de réfugiés à Selebi-Phikwe et un certain nombre d'entre eux à Kukwe. Le

Gouvernement et le HCR se sont mis d'accord sur ce point et les transferts nécessaires se feront aussitôt que des installations supplémentaires auront été construites dans ces deux localités.

62. On prévoit que Francistown restera un centre de transit avec une capacité d'hébergement maximum de 500 réfugiés. Mais certaines améliorations devront être apportées aux bâtiments et installations existants. On prévoit d'apporter d'urgence des améliorations au réseau d'assainissement du centre en 1979 grâce à un don de 70 000 dollars accordé par la Fédération Luthérienne mondiale. Le HCR continue d'assurer la protection sociale et l'entretien des réfugiés du centre de Francistown. Les crédits ouverts en 1979 à cette fin étaient de 253 623 dollars.

Projet 10. Fournitures pour les secours d'urgence aux réfugiés

63. Comme il faut constamment renouveler certains articles tels que les tentes, les lits, les matelas, les couvertures, les vêtements et les pochettes éducatives pour les enfants, la mission suggère aux donateurs intéressés de rester en contact avec le HCR.

Projet 11. Centre de réfugiés de Selebi-Phikwe

64. Le centre continue à connaître le sérieux surpeuplement dont la précédente mission avait fait état. Après avoir agrandi ses installations de manière à pouvoir héberger 2 000 personnes, il abritait 4 700 personnes le 19 mai 1979, jour où la mission a visité les lieux. Les installations d'hébergement et autres du centre sont nettement insuffisantes pour ce nombre de réfugiés et la surcharge a créé des problèmes administratifs et sanitaires. En ce qui concerne la santé et l'hygiène, la mission recommande vivement que l'on prévoie des toilettes supplémentaires et deux infirmeries, une pour les hommes et une pour les femmes. De plus, il n'y a pas de salle de classe ni de lieux de récréation pour les jeunes réfugiés qui représentent une bonne partie de la population réfugiée.

65. Dans ces circonstances, la mission a approuvé une proposition tendant à ce que l'on construise un nouveau centre contigu à celui qui existe déjà. Selon cette proposition, le nouveau centre permettrait d'héberger jusqu'à 15 000 jeunes gens et se chargerait surtout d'organiser des activités créatrices et productives. Les résidents du nouveau centre proviendraient des centres surpeuplés de Francistown et de Selebi-Phikwe et des nouvelles vagues de réfugiés au Botswana. Des terrains d'environ 90 hectares de surface situés au nord du centre existant de Selebi-Phikwe, ont été réservés pour le nouveau centre.

66. Les fonds nécessaires pour le nouveau centre en 1979 ont été provisoirement estimés à 700 000 dollars. L'on croit savoir que la Fédération luthérienne mondiale et le Comité international de la Croix-Rouge étendront au nouveau centre les services qu'ils assurent déjà dans les centres existants. Les crédits ouverts par le HCR pour le centre de transit existant en 1979 ont été d'un montant de 438 000 dollars.

C. Projets ajoutés au programme depuis la première mission: projets 12 à 16

67. Le gouvernement s'efforce d'obtenir une assistance internationale pour cinq projets. Deux d'entre eux, la route Botswana-Zambie et l'entrepôt de pétrole, ont été portés à l'attention de la première mission mais ne figurent pas dans son rapport principal parce qu'au moment de la visite, les négociations étaient déjà en cours. Le troisième projet concernant la construction d'un aéroport international avait été signalé à la première mission d'étude. Le gouvernement a fait savoir à la deuxième mission d'étude qu'une assistance lui était nécessaire pour réaliser deux nouveaux projets. L'un de ces projets concernait la création d'un laboratoire de fabrication de vaccins pour animaux **rendue** nécessaire à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée vers la fin de l'année 1977. L'autre projet concerne un programme d'installation de réfugiés dans l'agriculture, à Dukwe.

Projet 12. La route Botswana-Zambie

68. Les consultants ont maintenant terminé le projet de modernisation de la route en vue de son goudronnage.

69. Le Fonds européen de développement fournira 10 **millions d'unités de compte** européennes (soit 13,8 millions de dollars) pour la construction de la route. Les opérations de goudronnage devraient débuter dans le courant de l'année 1979 et **s'étaler sur 30 mois.**

70. A l'origine, le coût estimatif des travaux de goudronnage de la route était de 10 millions de pulas. Toutefois, en raison de l'augmentation des coûts, on estime maintenant que le projet s'élèvera à environ 16 millions de pulas (soit 19 320 000 dollars). Si l'on tient compte de la contribution du Fonds européen de développement, soit 13 800 000 dollars, il reste à réunir 5 520 000 dollars auprès de donateurs.

Projet 13. Stockage du pétrole

71. Ce projet revêt une **importance** stratégique pour le pays en cas de restriction de l'approvisionnement en provenance de l'Afrique du Sud ou d'une interruption des services de chemin de fer. Ce projet prévoit la construction de deux entrepôts de pétrole, l'un à Gaborone l'autre à Francistown, qui assureront l'approvisionnement en pétrole du pays pour trois à quatre mois. Un contrat pour la construction des entrepôts a été attribué en novembre 1978; la construction des installations à Gaborone durera 10 mois, celle des installations à Francistown 13 mois.

72. Le coût estimatif total du projet est de 9 798 000 pulas (soit 11 831 000 dollars), le contrat de construction représentant 3,3 millions de pulas (soit 3 984 750 dollars). Le Gouvernement de la république fédérale d'Allemagne a financé la construction des réservoirs et la fourniture d'un tiers de la quantité de pétrole nécessaire pour les remplir. Le gouvernement espère que des sociétés pétrolières privées fourniront les deux tiers restants du pétrole nécessaire. On trouvera ci-après des détails complémentaires concernant les types de pétrole à entreposer et la capacité des réservoirs.



	<u>Type de pétrole</u>	<u>Nombre de réservoirs</u>	<u>Capacité des réservoirs</u>	<u>Capacité totale</u>
			(En millions de litres)	
1. Entrepôt de Gaborone				
	Carburant diesel	3	6.0	18.0
	Essence	2	2.6	5.3
	Kérosène	1	0.7	0.7
2. Entrepôt de Francistown				
	Carburant diesel	2	7.5	15.0
	Essence	2	2.6	5.3
	Kérosène	1	0.7	0.7

Projet 14. Constructions aéroportuaires

a) Modernisation des aéroports existants

73. L'aménagement des pistes des aéroports de Gaborone et Francistown s'est terminé en 1978 grâce aux fonds fournis par le Gouvernement du Botswana et un don de 2,5 millions de dollars de l'USAID pour la piste de Francistown.

b) Construction d'un aéroport national

74. Le gouvernement prévoit que la réalisation d'études de conception détaillées commença en juin 1979 et que les appels d'offres devraient être prêts, avant janvier 1980. La date de début des travaux a été fixée à juillet 1982.

75. La BAFD devrait approuver la fourniture de crédits jusqu'à concurrence de 8 millions de pulas (soit 9 660 000 dollars) pour la réalisation de ce projet. Des démarches ont été faites auprès de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) et du Fonds du Koweït pour le développement économique arabe.

Projet 15. Laboratoire de fabrication de vaccins

76. A la suite d'une épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée au Botswana en novembre 1977, le gouvernement a décidé de construire un laboratoire pour la fabrication sur place des vaccins nécessaires. Le coût total de ce projet est évalué à 5 à 6 millions de pulas, sans compter certaines dépenses locales. Le FED a fourni 1,6 million d'unités européennes de compte pour la première phase du projet, qui concerne la production de vaccins en vue d'essais. Le gouvernement a sollicité un prêt auprès de la BADEA pour entreprendre la réalisation de la deuxième phase du projet.

Projet 16. Programme d'installation de réfugiés dans l'agriculture - Dukwe

77. Etant donné le nombre croissant de nouveaux arrivants, un projet visant à installer jusqu'à 20 000 réfugiés sur quelque 276 kilomètres carrés de terrain boisé dans la région de Dukwe, a démarré en avril 1978 (voir le rapport de la deuxième mission d'étude publié sous la cote A/33/166 et Corr.1).

78. La troisième mission d'étude a visité la zone de peuplement de Dukwe le 19 mai 1979 et jugé l'endroit plus accueillant que les centres de Francistown ou de Selebi-Phikwe. Depuis la création de cette zone de peuplement, en avril 1978, le nombre des réfugiés a atteint 10 300. Il y a là de nombreuses familles et un grand nombre d'enfants séparés de leurs familles.

79. La zone de peuplement de Dukwe est dotée d'installations sanitaires relativement complètes qui comprennent un dispensaire et une salle placés sous le contrôle du CICR. On y trouve également une école primaire de 12 classes fonctionnant sur la base d'un système d'alternance, qui peut recevoir quelque 1 200 enfants et est équipée d'entrepôts pour les produits alimentaires et le matériel et a des réserves d'eau importantes; la zone est aussi dotée de services communautaires dont un poste de police et des services administratifs fournis par le gouvernement, la FLM et le HCR.

80. L'attention de la mission a été attirée sur certaines affections, en particulier d'ordre intestinal, qui ont entraîné des décès parmi les enfants. La mission a également appris que le CICR, en coopération avec le Ministère de la santé du Botswana et de l'OMS a entrepris une enquête à ce sujet. Le gouvernement a expliqué que certaines de ces affections chez les enfants étaient dues au fait qu'ils étaient privés des soins et de l'attention de leurs parents. La mission a été heureuse d'apprendre que cet aspect du problème était étudié et que le HCR et le CICR fourniraient du personnel chargé de veiller au bien-être de ces jeunes réfugiés et de répondre à leurs besoins. Le développement de la zone de peuplement de Dukwe au cours de l'année 1979 permettra d'accueillir 25 000 réfugiés.

81. Les plans pour 1979 prévoient la création des centres d'enseignement supplémentaires, à savoir deux nouvelles écoles primaires et un centre de formation professionnelle post-primaire, une aide en vue du lancement et de l'intensification des activités agricoles et autres (par exemple l'élevage de volailles), un appui à l'artisanat et la fourniture de services dans les zones rurales. On prévoit également le recrutement d'experts pour gérer et développer ces installations. Les besoins financiers pour 1979 ont été évalués à 3 millions de dollars. Des discussions sont actuellement en cours avec le HCR, la FLM, le CICR et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) afin de décider de la répartition des dépenses.

APPENDICE I

Liste des besoins prioritaires immédiats du gouvernement pour lutter contre la sécheresse, notamment en ce qui concerne les besoins dans les secteurs de l'alimentation, de l'approvisionnement en eau et de l'élevage relevant des organismes sectoriels respectifs

(Sur la base de données fournies par le gouvernement)

<u>Période</u>	<u>Nature de l'assistance fournie</u>	<u>Montant estimatif des fonds nécessaires</u> (En pulas)
	<u>1. Ministère des collectivités locales et des terres</u>	
1979/80	a) Fonds nécessaires pour l'achat immédiat de 2 000 tonnes de sorgho afin de constituer un stock régulateur pour la période durant laquelle une assistance internationale est recherchée (juin - décembre 1979)	250 000
1980 et après	a) Doublement de l'aide alimentaire actuellement fournie par le Programme alimentaire mondial actuellement d'environ 7 000 tonnes par an au Botswana (CSM*, ICSM** et huile végétale), afin de parvenir à 14 000 tonnes. Des démarches devront être effectuées auprès du PAM.	5 000 000 <u>a/</u>
	b) 25 camions de 5 tonnes nécessaires pour le programme complémentaire d'alimentation	300 000
	c) Cinq fonctionnaires ayant à leur disposition des véhicules au titre du programme complémentaire d'alimentation.	250 000 (par an)
	<u>2. Ministère de l'agriculture</u>	
1979/80	a) Vaccins contre le botulisme et injections de vitamines A à 2 millions de bêtes.	152 000 <u>b/</u>

\* Préparations alimentaires à base de blé, sorgho et de maïs.

\*\* Préparations alimentaires instantanées à base de blé, de sorgho et de maïs.

a/ Ce montant comprend une subvention destinée à couvrir une partie des frais de transport intérieur.

b/ Le Gouvernement du Botswana a fourni des fonds.

APPENDICE I (suite)

<u>Période</u>	<u>Nature de l'assistance fournie</u>	<u>Montant estimatif des fonds</u>
		<u>nécessaires</u> <u>(En pulas)</u>
	b) Vingt gros camions pour le transport de bétail afin d'amener 30 000 têtes de bétail des régions du nord jusqu'aux abattoirs en septembre 1979	1 200 000 <u>c/</u>
	c) Vingt-cinq camions de 5 tonnes au titre du programme complémentaire d'alimentation du bétail sur les puits de transhumance et dans les régions les plus touchées, programme qui doit débiter en juillet 1979 et durer six mois.	300 000
	d) Fonds pour un nouvel achat d'aliments du bétail.	600 000
	e) Fonds pour l'amélioration du transport du bétail et des installations de chargement dans les gares et aux abattoirs.	300 000 <u>d/</u>
	<u>3. Ministère des ressources minérales et de l'eau</u>	
1979 et après	a) Financement des travaux en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau des régions touchées lors de la période de crise.	250 000 (quatre mois)
	b) Equipes de foreurs ou fonds devant servir à engager des contractants locaux afin d'élargir le programme d'approvisionnement en eau des villages réalisé par le gouvernement. Cette assistance est indispensable pour protéger la vie des femmes et enfants des régions rurales. L'USAID devrait participer à l'achat d'une tour de forage Shramm; le gouvernement prendra à sa charge l'achat de véhicules et les frais de main-d'oeuvre.	1 000 000

c/ Les fonds seront fournis par le FED. Le gouvernement prendra à sa charge les dépenses renouvelables qui devraient s'élever à 300 000 pulas. En raison d'une épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée dans la région centrale durant l'été 1979 le gouvernement a renoncé à transporter le bétail.

d/ Ce projet complète la deuxième phase du projet concernant le bétail financé par la Banque mondiale.

APPENDICE II

Assistance internationale fournie dans le cadre du Programme spécial  
 d'assistance économique des Nations Unies au Botswana

Tableau 1

Contributions versées ou annoncées au 2 juin 1978

<u>Donateur a/</u>	<u>Monnaie du donateur</u> (millions)	<u>Dollars des Etats-Unis</u> (millions)	<u>Utilisation des fonds</u>
<u>1. Programme d'assistance générale</u>			
Inde	Roupies 0,5	0,056	Aide non liée à un projet mais à l'achat de biens ou services fournis par l'Inde
Norvège		10,000	Refinancement de 50 p. 100 du prêt routier Mahalapye-Serule consenti par la Banque mondiale
Pakistan	Roupies 0,5	0,005	Aide non liée à un projet mais à l'achat de biens ou services fournis par le Pakistan
Sénégal		0,010	
Royaume-Uni	Livres 3,0	5,040	Le gouvernement a affecté une partie des fonds au projet relatif aux chemins de fer et le reste à la campagne de vaccination
PNUD		1,000	En plus du chiffre indicatif de planification
	Total (1)	16,111	

Tableau 1 (suite)

<u>Donateur a/</u>	<u>Monnaie du donateur</u> (millions)	<u>Dollars des Etats-Unis</u> (millions)	<u>Utilisation des fonds</u>
<b>2. Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés</b>			
Suède	Couronnes suédoises 5	1,020	( Projet 2 : Clôture entre Vakaranga et Tuli ( ( Projet 4 : Clôture entre Palapaye et Sherwood
CEE	UCE 1	1,206	( (
Allemagne, République fédérale d'	Deutsche Mark 7,9	3 360	( (
Danemark	Couronnes danoises 6,0	1,000	( Projet 6 : Exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence (
Allemagne, République fédérale d'	Deutsche Mark 8,1	3,800	( (
PAM		1,230	(
USAID		0,200	( Projet 7 : Réserve stratégique de céréales (
CEE	UCE 10	12,300	Projet 12 : Route Botswana - Zambie
Allemagne, République fédérale d'	a) Deutsche Mark 7,00 b) " " 2,45	3,286 1,150	Projet 13 : Dépôts de stockage du pétrole
BAD		0,785	Projet 14 : Construction aéroportuaire b) Construction d'un aéroport national
		<u>Total(2)</u>	
		29,337	

Tableau 1 (suite)

<u>Donateur a/</u>	<u>Monnaie du donateur (millions)</u>	<u>Dollars des Etats-Unis (millions)</u>	<u>Utilisation des fonds</u>
<b>3. Projets en faveur des réfugiés</b>			
a) Assistance fournie par l'intermédiaire du HCR (pour plus de détails se reporter au tableau 3)		3,030	
b) Contributions directes (pour plus de détails se reporter au tableau 4 ci-après)		<u>1,368</u>	
	Total(3)	<u>4,398</u>	
Montant total des contri- butions versées ou annoncées au 2 juin 1978 (1 + 2 + 3)		<u><u>49,846</u></u>	

- a/ BAD : Banque africaine de développement.  
 CEE : Communauté économique européenne.  
 HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.  
 PAM : Programme alimentaire mondial.  
 PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement.  
 USAID : United States Agency for International Development.

Tableau 2

Contributions versées ou annoncées entre le 2 juin 1978  
 et le 21 mai 1979

<u>Donateur a/</u>	<u>Monnaie du donateur (millions)</u>	<u>Dollars des Etats-Unis (millions)</u>	<u>Utilisation des fonds</u>
<u>1. Programme général d'assistance</u>			
Philippines		0,001	
Total(1)		0,001	
<u>2. Projets d'urgence autres que ceux en faveur des réfugiés</u>			
Allemagne, République fédérale d'	Deutsche Mark 8,000	4,271	Projet 6 : Exploitation des services ferroviaires en cas d'urgence
FED		1,500 <u>b/</u>	Projet 12 : Route Botswana-Zambie
Allemagne, République fédérale d'	Deutsche Mark 4,053	2,164	Projet 13 : Stockage du pétrole
USAID	Dollar 2,500	2,500	Projet 14 : Constructions aéroportuaires a) Modernisation des aéroports existants
Fonds euro- péen de déve- loppement	UCE 1,600	2,115	Projet 15 : Laboratoire de fabrication de vaccins Phase I
Total(2)		<u>12,550</u>	



Tableau 2 (suite)

<u>Donateur a/</u>	<u>Monnaie du donateur (millions)</u>	<u>Dollars des Etats-Unis (millions)</u>	<u>Utilisation des fonds</u>
<u>3. Projets en faveur des réfugiés</u>			
a) Assistance fournie par l'intermédiaire du HCR (pour plus de détails se reporter au tabelau 3)		1,817	
b) Assistance non fournie par l'intermédiaire du HCR (pour plus de détails se reporter au tableau 3)		<u>0,754</u>	
	Total(3)	<u>2,571</u>	
Montant total des contributions versées ou annoncées entre le 2 juin 1978 et le 21 mai 1979 (1 + 2 + 3 )		<u><u>15,122</u></u>	

a/ FED : Fonds européen de développement.

HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

USAID : United States Agency for International Development.

b/ Le montant total des contributions annoncées par le FED au titre de ce projet était de 10 millions d'unités de compte européennes soit 13,8 millions de dollars le 6 juillet 1979 lorsque la CEE a officiellement versé sa contribution. Sur ce total, la première mission a annoncé que 12,3 millions de dollars avaient été versés (voir document A/33/166 et Corr.1). Le solde de 1,5 million de dollars indiqué ci-dessus représente l'appréciation de l'unité de compte par rapport au dollar des Etats-Unis pour la période allant du 2 juin 1978 au 6 juillet 1979.

Tableau 3

Fonds versés par le HCR au titre de l'assistance aux réfugiés du Zimbabwe au Botswana en 1977, 1978 et 1979

No	Projet Titre	Utilisation des fonds	Montant des fonds engagés (en dollars des E.U.)		
			1977	1978	1979
9.	Améliorations d'urgence à apporter aux centres de réfugiés de Francistown	Agrandissement du centre de transit de Francistown (construction d'un dispensaire et de 3 dortoirs)	18 949	62 000	-
11.	Centre de réfugiés de Selebi-Phikwe	Construction de 90 logements bon marché à Selebi-Phikwe <u>a/</u>	399 300	590 320	36 000
9.	Amélioration d'urgence ) à apporter au centre de ) réfugiés de Francistown )	Dépenses courantes		563 000	556 218
11.	Centre de réfugiés de Selebi-Phikwe )				
16.	Programme d'installation de réfugiés dans l'agriculture - Dukwe	Création à Dukwe d'un centre rural de réfugiés pouvant accueillir jusqu'à 10 000 <u>b/</u> réfugiés du Zimbabwe		1 300 000 <sup>c/</sup>	1 200 000
	Soins et entretien des réfugiés du Zimbabwe vivant à l'extérieur des centres de transit	Destinés aux réfugiés du Zimbabwe qui ne font pas partie des centres organisés	71 000 <sup>d/</sup>	25 000	25 000
		Total	489 249	2 540 320	1 817 218

a/ Au départ ce projet devait répondre aux besoins de réfugiés du Zimbabwe. A la suite de l'ouverture en avril 1978 d'un troisième centre de réfugiés, situé à Dukwe, le projet a été révisé. Les familles de réfugiés de toute origine pourront maintenant en bénéficier.

b/ Les plans pour 1979 prévoient l'agrandissement des installations en vue d'accueillir jusqu'à 25 000 réfugiés.

c/ Dont 100 000 dollars versés par le HCR durant la période de crise.

d/ Ce montant comprend également les fonds destinés à l'achat de vaccins pour les réfugiés des centres de transit.

Tableau 4

Contributions directes versées ou annoncées pour l'aide aux réfugiés  
au Botswana en mai 1979

(compte non tenu des contributions versées par l'intermédiaire du HCR)

(Sur la base de données fournies par le gouvernement)

<u>Source</u>	<u>Pulas</u> (milliers)	<u>Dollars des</u> <u>Etats-Unis</u> (milliers)	<u>Utilisation des fonds</u>
a) En juin 1978			
Botswana Christian Council/ Conférence des églises de toute l'Afrique	47,5	57,4	Administration du Conseil du Botswana pour les réfugiés
Botswana Christian Council/ Conférence des églises de toute l'Afrique	29,7	35,9	Administration du Conseil du Botswana pour les réfugiés
Comité luthérien de liaison pour le Botswana	1,5	1,8	Enseignement
Société des amis (Royaume-Uni)	2,8	3,4	Secours d'urgence en faveur des étudiants
Eglise de Suède	4,1	4,9	Secours d'urgence
Comité de coordination interéglises	25,1	30,3	Vêtements
Fonds d'échanges universitaires internationaux	9,9	11,9	Frais d'administration et d'enseignement en faveur des réfugiés
Service civil international	0,5	0,6	Vêtements
République de Corée	16,4	19,8	Secours d'urgence
Fédération luthérienne mondiale	10,7	12,9	Vêtements et secours d'urgence
Eglises méthodistes	0,1	0,1	Secours d'urgence en faveur des étudiants
Miseoror	5,3	6,4	Bourses d'études
Organisme norvégien de développement international	100,5	121,4	Programme en faveur des réfugiés
OXFAM	5,0	6,0	Pour le centre de Francistown

/...

Tableau 4 (suite)

Source	<u>Pulas</u> (milliers)	<u>Dollars des</u> <u>Etats-Unis</u> (milliers)	<u>Utilisation des fonds</u>
Danemark )		830,0	Assistance en faveur des réfugiés du Zimbabwe
Allemagne, République fédérale d' )		220,0	
Quakers )		5,0	
Total a)		<u>1 367,8</u>	
b) Contributions versées ou annoncées entre juin 1978 et mai 1979			
Fédération luthérienne mondiale		70,0	Amélioration des réseaux d'assainissement du de centre de Francistown
Nigéria		49,0	Assistance aux réfugiés sud-africains
Norvège	362,8	438,1	Assistance aux Rhodésiens installés au centre de Dukwe
Norvège	163,4	197,3	Assistance aux réfugiés sud-africains
Total b)		<u>754,4</u>	
Total des contributions directes pour l'aide aux réfugiés, en mai 1979 (a + b)		<u><u>2 122,2</u></u>	